



Universitaires sans Frontières USF-AWB Academics without Borders

Lettre d'information trimestrielle n°17, Mars 2015

Lettre d'information d'Universitaires sans Frontières

L'amélioration des formations universitaires est au cœur de la stratégie d'USF-AWB. Ce numéro de la lettre d'information traitera de deux missions d'expertises réalisées par nos collègues Louis Flamand et Alain Jouandeau en Tunisie afin d'une part d'évaluer l'utilisation des matériels lourds dans les laboratoires de recherches et de renforcer des liens entre les recherches et les entreprises.

Récemment, notre collègue Pierre-Bruno Rufini de l'Université du Havre a sorti un livre sur la diplomatie scientifique, à savoir le rôle des chercheurs, comme citoyens du monde, afin de croiser les cultures, de favoriser les échanges entre les personnes et finalement de promouvoir la paix.

Nous recherchons actuellement des spécialistes en communication multimédia pour le Kenya, de FLE pour la Tunisie, ainsi que des personnes susceptibles de réaliser un audit des finances d'un établissement universitaire au Burkina Faso. Par ailleurs, le Bridge Education Abroad Institute (BEAI) tient à nous informer sur un programme d'été en Afrique du Sud sur les échanges multiculturels pour étudiants.

N'oubliez pas qu'USF-AWB, comme réseau de consultants universitaires est à votre disposition pour vous aider dans vos problèmes de gouvernance, notamment pour la mise en place de formations originales, pour la détermination des directions de recherches à long terme, pour la constitution de relations internationales solides et pour monter des stratégies de rapprochement universités et monde économique dans une perspective de développement durable. ■

Prof. Robert Laurini, président d'USF-AWB

Expertises pour l'amélioration des universités tunisiennes

Deux missions en Tunisie ont été confiées à Alain Jouandeau et Louis Flamand dans le cadre d'un grand projet financé par l'Europe à hauteur de 12 M€ : le PASRI (Projet d'Appui au Système de Recherche et d'Innovation).

L'objectif général fixé au PASRI est d'« améliorer la contribution de la recherche et de l'innovation à la croissance et au développement de l'emploi en Tunisie, en renforçant le lien entre la recherche et l'entreprise ». Il est décliné en trois sous-objectifs correspondant aux actions à mettre en œuvre par les trois composantes retenues pour les actions du PASRI (Gouvernance, Interfaçage et Réseautage) :

- Renforcer les mécanismes de gouvernance du système national d'innovation (SNI) ;
- Dynamiser le milieu de la recherche, le milieu économique et l'interfaçage ;

- Développer les actions de « réseautage » aux niveaux national et international et renforcer la capacité de la Tunisie à intégrer les programmes de recherche européens.

Le PASRI est géré par l'Agence Nationale de Promotion de la Recherche Scientifique (ANPR) représentée par le Responsable National du Projet. C'est un projet d'ampleur nationale, à caractère structurant, ayant notamment pour objectifs la croissance économique et le développement de l'emploi en Tunisie. Dans cette perspective, le PASRI vise en particulier la stimulation de l'innovation sur tout le territoire et dans toutes ses composantes, qu'elles soient issues de la valorisation des résultats de la recherche scientifique publique, des transferts de technologie y afférents, ou encore des entreprises elles-mêmes.

Différentes actions sont menées conjointement telles que celles concernant l'optimisation des processus et démarche de valorisation des résultats de la recherche ou l'évaluation des contrats MOBIDOC.



Pour toute correspondance: Pr. Robert Laurini, Président d'USF-AWB, Informatique, INSA de Lyon, F- 69621 Villeurbanne ; Email : Robert.Laurini@insa-lyon.fr. Site web : <http://www.usf-awb.org>. Association déclarée au JO de la République Française, le 2 janvier 2010



Pour ce qui concerne la mission d'Alain Jouandeau, il s'agissait d'expertiser l'utilisation des Equipements Scientifiques Lourds (ESL). Comme la dénomination «ESL» ne fait l'objet d'aucune réglementation en Tunisie, seront considérés les équipements scientifiques d'une valeur d'achat supérieure à 100.000,00 Dinars Tunisiens (environ 50 000 €), dont sont dotés en particulier les laboratoires et unités de recherche publique ou mixte, universitaires ou non, et les centres technologiques et techniques.

Les résultats attendus sont les suivants :

- diagnostic précis et objectif des difficultés/freins/blocages concernant l'usage optimal et partagé des ESL (et assimilés) en Tunisie, ce diagnostic devait notamment prendre en compte et évaluer les facteurs réglementaires, juridiques, économiques, scientifiques, industriels, techniques, humains, sociaux, etc... ;
- propositions d'orientations et d'actions les plus complètes et pragmatiques possibles, issues du diagnostic ci-dessus, en vue de corriger les difficultés susmentionnées et permettre un usage/partage optimal des ESL y compris au sein des centres de ressources technologiques. Cette proposition devait notamment s'appuyer sur une démarche de benchmarking et de présentation des bonnes pratiques internationales susceptibles d'être applicables en Tunisie ;
- partie finale : préparation et tenue d'un atelier en vue de valider les résultats de la mission et de planifier les actions à mettre en œuvre tant au plan technique que chronologique, notamment, concernant la perspective d'une action de recensement précis des ESL en Tunisie.

La mission comportait 30 jours de consultant sur place, mais elle a nécessité au moins 15 jours supplémentaires de travail à domicile afin de construire les synthèses et rédiger les rapports d'expertise. En effet, les investigations ont amené à effectuer des propositions d'action très larges couvrant les domaines de l'organisation des universités et institutions qui en dépendent. Sont également évoqués, les problèmes d'aménagement du territoire car, l'implantation d'une unité d'analyse à destination de la recherche publique et privée ne peut pas se concevoir sans cette vision.

Au total, plus d'une cinquantaine de personnes ont été rencontrés, chef de laboratoire, doyen et directeur d'institution, secrétaire général, responsable des achats et des appels d'offre... De façon à explorer tous les niveaux et acteurs impliqués de près ou de loin dans les différents processus autour des ESL. Entretiens riches qui ont permis de dégager les principaux freins et blocages pour une utilisation optimale des ESL en Tunisie. A partir de cette connaissance, des voies d'amélioration ont été proposées dont certaines nécessitent des décisions à niveau politique élevé.

La mission de Louis Flamand, concerne le dispositif



MOBIDOC et sa pérennisation. Ce dispositif a pour ambition d'amorcer la recherche partenariale entre structures de recherche universitaires et entreprises. Pour cela, MOBIDOC (proche de ce que sont les contrats CIFRE en France)

consiste à mettre en place des mobilités pour les doctorants et parfois pour les post-doctorants pour réaliser des travaux de recherche dans le milieu professionnel, entreprise publique ou privée, en partenariat avec une structure de recherche encadrante. Cela permet de créer de la valeur ajoutée pour l'organisme, d'améliorer la compétitivité globale et de renforcer sa capacité de R & D de l'organisme socio-économique, de développer la connaissance de ce milieu pour le jeune acteur et donc de lui ouvrir des possibilités d'emploi ou de faciliter sa compréhension de ces milieux lorsqu'il sera en responsabilité dans l'université. Il s'agit de créer une dynamique d'innovation et de veille nationale et internationale dans cette collaboration de deux mondes qui jusqu'à maintenant s'ignorent et cela est le défi majeur.

Ce dispositif d'amorçage est financé pour deux ans par l'Union Européenne. La mission, après un diagnostic de l'existant a pour objectif de proposer des actions de pérennisation. Elle a nécessité de très nombreuses rencontres, d'une part avec les acteurs universitaires, les entreprises et les doctorants, mais aussi au niveau des directions générales des ministères, voire des cabinets. Comme celle relative aux ESL, le succès de cette mission de 29 jours sur place et d'une vingtaine hors de Tunisie, nécessite un engagement fort au niveau politique, notamment des ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et des Technologies de l'Information et de la Communication, de celui de l'Industrie, de l'Energie et des Mines et celui de l'Emploi et bien entendu des Finances.

Ce sont des expériences riches et de haut niveau que les deux « experts » ont vécus. Mais le plus dur reste à faire pour les Tunisiens : mettre en œuvre tout ou partie des propositions qu'ils reçoivent et parfois faire bouger la culture. Cependant, il convient d'être optimiste, car la Tunisie est considérée comme leader dans ces secteurs par les pays du sud méditerranéen. ■

Alain Jouandeau, et Louis Flamand, Membres du bureau d'USF-AWB.

SCIENCE ET DIPLOMATIE : Une nouvelle dimension des relations internationales

Un ouvrage de Pierre-Bruno Ruffini, paru aux Editions du Cygne.

<http://www.editionsducygne.com/editions-du-cygne-science-et-diplomatie.html>

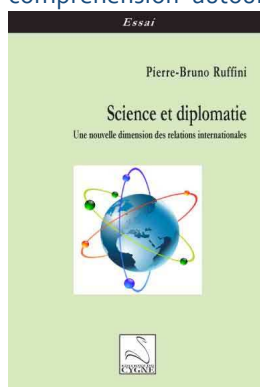
Les questions de science peuvent-elles influencer les



relations diplomatiques entre pays ? La coopération scientifique internationale est-elle un facteur de paix ? Les chercheurs sont-ils de bons ambassadeurs de leur pays ? Le rayonnement scientifique est-il une forme particulière de l'influence culturelle sur la scène mondiale ? Les diplomates entendent-ils

vraiment ce que disent les experts lorsqu'ils négocient sur l'avenir de la planète ? La diplomatie scientifique menace-t-elle l'indépendance du chercheur ? A quoi sert un attaché scientifique d'ambassade ?

Pour qui s'interroge sur les rapports entre la science et la diplomatie, les questions ne manquent pas et relèvent de registres variés. C'est à leur analyse qu'est consacré *Science et diplomatie*, premier ouvrage de synthèse paru sur ce sujet en émergence. Ce livre en organise la compréhension autour d'un fil directeur, celui de la «



diplomatie scientifique », qui désigne l'ensemble des pratiques dans lesquelles s'articulent l'action des chercheurs et celle des diplomates. Ces pratiques peuvent être en relation directe avec les intérêts des gouvernements : c'est le cas lorsque l'action des diplomates favorise la coopération entre chercheurs de pays différents (mise en place du

projet ITER, appui donné par les ambassades à la coopération scientifique internationale...). C'est également le cas lorsqu'à l'inverse la science facilite l'exercice de la diplomatie, par exemple quand les relations diplomatiques entre certains pays sont tendues : durant la Guerre froide, les contacts entre chercheurs permettaient aux deux « blocs » de communiquer ; et aujourd'hui, la diplomatie américaine met en avant la coopération scientifique pour renouer les liens avec le monde arabo-musulman... Mentionnons aussi le domaine de l'expertise scientifique, dans lequel les avancées de la recherche aident les gouvernants et les diplomates à préparer et à conduire les négociations internationales sur les enjeux majeurs que sont le changement climatique, la réduction de la biodiversité ou l'apparition de nouvelles maladies infectieuses. Plus largement enfin, la coopération spontanée entre chercheurs de pays différents, qui met en scène des acteurs autonomes (universités, instituts de recherche), peut s'inscrire de manière plus diffuse, mais réelle dans le mouvement d'ensemble de la diplomatie : il en est ainsi lorsqu'elle contribue à l'expression du soft power de la science, c'est-à-dire à conforter l'influence de certains pays sur la scène mondiale, et en définitive, à servir les intérêts nationaux.

L'auteur est professeur à la Faculté des affaires internationales de l'Université du Havre. Pour rédiger cet ouvrage, il a tiré parti de son expérience au sein du réseau

diplomatique français, où il a travaillé comme conseiller pour la science et la technologie à Moscou puis à Rome (2007-2013).

Pour analyser et discuter les relations entre le monde des chercheurs et celui des diplomates, l'auteur s'est notamment appuyé sur les données collectées au cours de nombreux entretiens avec des acteurs de la diplomatie scientifique d'une dizaine de grands pays. Il s'est également appuyé sur de nombreux exemples pris dans l'histoire et dans l'actualité des relations internationales.

Pierre-Bruno Ruffini, Université du Havre

Termes de référence pour le recrutement d'un/e consultant/e sénior expert en gestion financière et comptable des établissements d'enseignement supérieur et de recherche pour le Burkina Faso

Sont à prévoir trois missions d'audit et d'évaluation de l'organisation comptable et financière, appui à la prise de fonction du nouveau Directeur Financier et des Ressources en mars – août 2015.

Voir <http://www.zie-edu.org>

L'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE) de Ouagadougou au Burkina Faso recrute un/e consultant/e sénior expert en gestion financière et comptable des établissements d'enseignements supérieur et de recherche pour 3 missions de quinze jours chacune d'audit et d'évaluation de l'organisation comptable et financière, et d'appui à la prise de fonction du nouveau Directeur Financier et des Ressources.



Contexte et justification

Basé à Ouagadougou au Burkina Faso, 2iE est un établissement international d'enseignement et de recherche engagé vers les secteurs stratégiques pour le développement économique et social de l'Afrique. L'Institut est administré par la Fondation 2iE, une association internationale reconnue d'utilité publique et sans but lucratif, qui bénéficie d'un accord de siège avec le Burkina Faso lui conférant un statut diplomatique. La Fondation 2iE accueille aujourd'hui à Ouagadougou

près de 2000 étudiants issus d'une trentaine de pays. Son campus comprend outre des installations et équipements pédagogiques de haut niveau, cinq laboratoires de recherche, un Technopole et des bâtiments d'hébergement d'étudiants et autres infrastructures parascolaires.



2iE propose également des formations continues et une offre de formation en ligne flexible et adaptée aux personnes en activités qui compte près de 1000 apprenants issus de plus de 40 pays.

Pour les besoins actuels et futurs des économies africaines, 2iE forme à travers ses programmes de Bachelor, master et doctorat des techniciens, des ingénieurs et des chercheurs dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de l'environnement, de l'énergie et de l'électricité, du génie civil, des mines, et les sciences des matériaux en réussissant le pari de l'insertion professionnelle de ses diplômés.

Véritable partenariat Public/Privé, 2iE rassemble, dans une communauté de valeurs, 16 États membres d'Afrique de l'Ouest et du Centre, des entreprises et des partenaires institutionnels, académiques et scientifiques. Ce modèle de gouvernance innovant associe l'ensemble des parties prenantes en vue de la réalisation d'un objectif commun visant la formation, l'insertion professionnelle et le renforcement des capacités d'innovation et de recherche en Afrique et défini dans un plan d'orientation stratégique (POS).

La Gestion Financière et des ressources de l'établissement consiste à :

- Mobiliser des financements pour les infrastructures, les équipements scientifiques et pédagogiques, ainsi que leur maintenance ;
- Assurer la facturation des services rendus par 2iE à des tiers et veiller à leur recouvrement, y compris les frais de scolarité des étudiants et stagiaires
- Assurer le paiement des factures des fournisseurs et des prestataires internes et externes
- Appuyer la Directrice du Contrôle Financier et du Budget dans la préparation des budgets annuels d'investissement et de fonctionnement
- Exécuter de façon efficiente et efficace le budget annuel de fonctionnement et d'investissement de 2iE et de ses différents campus dans le respect des règles comptables et budgétaires et cadres légaux qui s'imposent à l'institution ;
- Assurer la comptabilité générale et la comptabilité des projets et conventions et accords de financement et rendre les rapports financiers disponibles aux échéances dues ;
- Œuvrer à l'équilibre financier, à la gestion patrimoniale

et à la défense des intérêts de la Fondation au Burkina Faso dans le strict respect de son accord de siège et dans tout autre pays où la Fondation entreprend des activités ;

- Préparer et veiller à la bonne exécution des missions d'audit général et d'audit des comptes de conventions et de projets. Arrêter les comptes de fin d'exercice et les soumettre au Conseil d'administration et aux partenaires en ce qui concerne les accords de financement ;
- Mener lorsque c'est nécessaire la négociation des financements et la trésorerie avec les bailleurs de fonds et/ou les banques privées dans le respect de la déontologie et l'éthique.

La forte croissance des effectifs étudiants entre 2005 et 2013 (passant de 250 à 2000), la diversification des activités et la multiplication des partenariats portés par une attractivité croissante de l'établissement ont conduit en 2013 à une crise sociale qui a débouché sur un changement de direction et ont mis en lumière des difficultés structurelles dont certaines restent à résoudre et qui font l'objet de la feuille de route donnée à l'actuelle direction.

En particulier :

- Au niveau des ressources financières, le modèle économique doit être consolidé pour assurer un équilibre pérenne entre ressources et charges de fonctionnement.
- Au niveau de la comptabilité, le recouvrement et le reporting souffrent de l'absence d'un système d'information centralisé opérationnel

Description de la mission

Le/la consultante sera placé(e) sous l'autorité du Secrétaire Général. Il/elle aura pour mission d'appuyer et de conseiller le nouveau DFR lors de sa prise de fonction et pendant la période de mise en place du nouveau système comptable et financier :

- Etat des lieux, points de difficulté
- Analyse du management, des profils de postes et des tâches, et des outils en place
- Proposition d'organisation et d'outils adaptés (logiciels par exemple)
- Conseil lors de la phase d'acquisition et d'implémentation d'outils
- Conseil à la mise à jour du modèle économique de l'institution
- Appui à l'assise du leadership du nouveau DFR

Profil du/de la candidat(e)

Le/la consultant/e devra être un cadre de haut niveau ayant une expérience confirmée (+10 ans) dans la gestion comptable et financière d'un établissement d'enseignement supérieur et de recherche. Les profils seniors sont recherchés et les candidatures de personnels retraités sont bienvenues.

Les qualités et requises pour accomplir la mission sont

- Une capacité à écouter, analyser et convaincre dans un environnement multiculturel ;
- Une réelle aptitude à initier et conduire le

changement, à convaincre, à encadrer, à assurer un leadership ;

- Une expérience en comptabilité ou administration financière d'institutions de formation et/ou de recherche,
- Une expérience à l'international, notamment en Afrique en relation avec les réseaux et associations scientifiques et de professionnels sera un atout;
- Un excellent relationnel dans un environnement multiculturel diversifié avec de réelles aptitudes à communiquer en français ;
- Discrétion et tact ;
- Veille sur les outils et les techniques les plus avancées dans la gestion comptable et financière d'un établissement d'enseignement supérieur ;
- Capacité de reporting et de synthèse écrite.

Une expérience ou connaissance des procédures des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Système des Nations Unies et institutions similaires) serait un plus
Type et durée du contrat : Contrat de prestation de service portant sur trois missions de 15 jours à Ouagadougou de mars à août 2015.

Conditions d'emploi

L'hébergement, le voyage, les frais de subsistance, les frais de communication et de reporting et autres frais à convenir dans le contrat (visa, assurance...) sont à la charge de zIE

Transmission des candidatures

Les candidatures doivent être adressées par email :

- A Monsieur Noufou Sanogo Directeur des Ressources Humaines, Fondation zIE, Ouagadougou, noufou.sanogo@zie-edu.org ;
- Copie à Monsieur Bernard Brès, Directeur du technopôle, Conseiller du directeur Général de zIE bernard.bres@zie-edu.org; tel +226 78 20 47 32

Lieu de travail

Les missions se dérouleront au siège du zIE à Ouagadougou, notamment au niveau de comptabilité, de la Direction du Contrôle Financier et du Budget.

Composition du dossier de candidature

- Une lettre de motivation ;
- un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les expériences professionnelles ou personnelles en lien avec le poste ;
- les noms et adresses de deux personnes références.

Date et lieu de dépôt des candidatures :

Le dossier complet doit être envoyé par email aux adresses indiquées ci-dessus. ■

Recherche de spécialistes en communication multimédia pour le Kenya

Nos collègues canadiens recherchent des candidats pour deux postes pour l'Aga Khan University (AKU), laquelle

est une institution internationale opérant dans huit pays d'Asie, Afrique, Moyen Orient et au Royaume-Uni. AKU a établi la Graduate School of Media et Communication (GSMC), qui commence à accepter des étudiants en janvier 2015, pour recycler des professionnels en communication, notamment multimédia pour l'Afrique de l'est en offrant une gamme de programmes de formation continue et perfectionnement professionnel ainsi que pour donner des diplômes sous la forme d'une maîtrise en journalisme multimédia et avancé dans les nouveaux médias et journalisme.



Titre du poste 1: spécialiste pour aider à la planification, la conception et la livraison d'une stratégie de formations numériques et mobiles

Description du poste : La GSMC cherche assistance dans la conception et la mise en œuvre d'une stratégie numérique et mobile qui utilise des multimédia et des modalités multiples qui s'harmonisent avec les meilleures pratiques concernant l'ingénierie pédagogique de la GSMC (éducation et médias).

En collaboration avec les enseignants et le personnel de la GSJC, le candidat mettra au point un plan-cadre ; et sa mise en œuvre sera utilisée pour enseigner la stratégie des formations numériques et mobiles du GSMC en utilisant les méthodes de livraison correspondant aux bonnes pratiques au niveau régional et des normes internationales

Titre du poste 2 : spécialiste dans le développement de programmes d'orientation et du renforcement des capacités des universitaires et des instructeurs de perfectionnement professionnel en numérique et mobile.

Description du poste : En ce qui concerne le développement de la mise en œuvre d'une stratégie de formation numérique et mobile, AKU demande l'aide d'un candidat pour travailler avec la faculté du GSMC afin d'élaborer un cadre pour le personnel de soutien et de renforcement des capacités de la faculté pour concevoir et exécuter des programmes qui utilisent les technologies numériques et mobiles. En outre, le candidat aidera à

élaborer un programme d'assurance de qualité et un plan d'assurance-qualité qui fournira le cadre pour l'évaluation et la durabilité des initiatives d'apprentissage numériques et mobiles.

Date de début et durée : jusqu'à 4-6 mois sur site à Nairobi au printemps/été de 2015, avec des opportunités de travailler à distance ou sur site. ■

Steve Davis, directeur d'AWB-USF Canada
www.awb-usf.org

Enseignement du français dans des universités tunisiennes

Un programme d'interventions se met en place dans le cadre d'une convention passée entre

- les Universités tunisiennes concernées,
- l'Institut Français de Tunisie,
- le GREF (Groupement des Retraités Educateurs sans Frontières).

Objectif global du programme : enrichir les pratiques du français en tant que langue, culture et discipline d'enseignement dans les Départements de français des universités de Gafsa, Tozeur, Kairouan, Sousse

Les enseignants tunisiens, souvent formés en France, se heurtent aux niveaux très lacunaires des étudiants inscrits dans les départements de français. Ils doivent de ce fait adapter leurs exigences, leurs savoir-faire et savoir-être pédagogiques. Les étudiants, qui n'ont pas toujours choisi leur cursus, doivent être motivés.

Dispositif :

- deux séjours par an de quatre semaines dans les départements de français de chacune des quatre Universités partenaires.
- deux enseignants français pour chaque séjour.

Profil pédagogique :

- expériences universitaires,
- enseignement du français (lettres modernes, FLE...)

Compétences souhaitées :

- Animation d'équipes enseignantes (formation pédagogique, ingénierie éducative...).
- Animation d'ateliers (conversation, expressions orale et écrites, culture, théâtre...).
- Maîtrise de la didactique FLE.

Implication : Participation à la mise en place en France d'une équipe stable chargée de mettre en place un dispositif pouvant prendre de l'ampleur, et de programmer, de réguler et d'évaluer les interventions.

Contacts :

Michel Dousset, coordonnateur GREF des projets Universités tunisiennes. Tél. +33 6 42 10 25 56
michel.dousset@orange.fr

avec copie à

Paul Rousset, Vice-président d'USF-AWB, responsable du Groupe Thématique Universitaire du GREF
Tél. +33 6 33 31 43 98 paulrousset@neuf.fr ■

Formation sur différentes cultures en Afrique du Sud

Le Bridge Education Abroad Institute (BEAI), tient à vous informer sur un programme d'été en Afrique du Sud. Cet Institut prévoit des programmes courts partout dans le monde, afin de donner aux étudiants une occasion unique de découvrir différentes cultures politiques tout en renforçant leurs compétences en leadership et en diplomatie.



Les programmes prévoient de réunir un groupe d'étudiants partout dans le monde pour discuter de questions mondiales et des échanges de valeurs culturelles. Devant une mondialisation rapide, les organisateurs pensent que ces expériences sont très précieuses pour la réussite des étudiants dans le marché de l'emploi global.

Pour l'été 2015, des programmes sont prévus au Cap et à Johannesburg pour les mois de juin, juillet et août. Ce programme comprendra des conférences de professeurs expérimentés et de conférenciers de partout dans le monde, y compris les États-Unis d'Amérique.

Les étudiants viendront enrichir leurs connaissances de l'histoire de l'Afrique du Sud, sa politique internationale et son économie tout en appréciant également des voyages dans des lieux célèbres et historiques :

- Cellule de prison de Nelson Mandela's at Robben Island
- Big 5 African Safari
- Musée de l'Apartheid
- Visite de la maison du Président Nelson Mandela's à Soweto.

Veillez noter que ces programmes en Afrique du Sud sont limités à 12 étudiants par programme afin d'améliorer les échanges entre les étudiants et les professeurs.

Les étudiants intéressés par cette opportunité unique doivent contacter info@beainstitute.org ou visiter le site <http://www.beainstitute.org/beai/south-africa/>

Veillez communiquer avec Dr. Benjamin Doherty, Ben.Doherty@beainstitute.org. ■
